

cette réaction pourra varier comme ce fut le cas dans le passé, et des facteurs culturels, historiques ou sociaux vont certainement influencer sur le niveau de tolérance comme le montrent les exemples du Canada et de la Belgique. Les bénéfices et les coûts de l'investissement étranger, tels que perçus par les habitants et les gouvernements des pays d'accueil, influenceront également sur le niveau de tolérance. En dépit de ces différences nationales, il est possible d'indiquer, tout au moins de façon générale, comment cette réaction se manifestera. Nous y reviendrons plus loin mais auparavant nous devons nous intéresser davantage aux problèmes et aux avantages qu'apporte la présence de firmes plurinationales dans le monde aussi bien pour les pays investisseurs que pour les pays d'accueil.

La nature des problèmes soulevés par les relations firmes-états

a) du point de vue des pays investisseurs

Les pays investisseurs ne retirent pas que des avantages de la présence de leurs firmes nationales dans les pays étrangers. Même si l'on répète souvent que les firmes américaines préfèrent de beaucoup garder le gouvernement américain à distance (alors que les firmes européennes et japonaises auraient avec leurs gouvernements respectifs des relations beaucoup plus étroites) la coopération entre les firmes plurinationales et les gouvernements de leur pays d'origine existe et elle est fort probablement en voie de s'accroître. Comme l'a bien montré J.N. Behrman¹, les gouvernements considèrent depuis longtemps qu'il est de leur responsabilité d'aider le milieu des affaires à réaliser ce que celui-ci considère profitable. De plus, les gouvernements des pays exportateurs de capitaux aussi bien que ceux des pays importateurs de capitaux cherchent à promouvoir le mouvement international des entreprises à l'aide de toutes sortes de programmes d'assistance. Il n'est pas nécessaire

1. J.N. Behrman, U.S. International Business and Governments, McGraw-Hill, 1971.